



PARIS, LE 23 SEPTEMBRE 2009

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES ÉLUS DE LA MONTAGNE SOUHAITENT
UNE RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE LISIBLE, PRÉSERVANT
NOTAMMENT LE LIEN ENTRE TERRITOIRE COMMUNAL ET ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Lors du cycle de réunions départementales organisées par l'ANEM et, plus particulièrement, dans les départements de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, de l'Isère et de la Drôme, les élus de la montagne ont adopté une motion exigeant la préservation du lien entre activité économique et territoire et une meilleure lisibilité de la réforme de la taxe professionnelle.

À cet égard, les élus considèrent que l'attribution aux communes et aux intercommunalités d'une part des bases du nouvel impôt assis sur la valeur ajoutée des entreprises est nécessaire, celles-ci étant, à ce jour, exclusivement affectées aux départements et aux régions.

Ils souhaitent une répartition équilibrée des ressources des différents échelons territoriaux, les départements devant conserver leur part de taxe d'habitation et les régions leur part de taxe sur le foncier bâti, le bloc communal bénéficiant d'une partie de la base valeur ajoutée.

Les élus demandent avec force le maintien d'un lien direct et réel entre les entreprises et leur territoire d'implantation, ainsi qu'entre les ménages et les collectivités, à tous les niveaux de la gestion locale.

Toute diminution de recettes due à la disparition de la taxe professionnelle doit faire l'objet d'une compensation intégrale pour chaque collectivité et pour chaque strate territoriale, prioritairement par des transferts d'impôts dynamiques, les compensations par des dotations issues du budget de l'État devant rester l'exception.

Les élus exigent que la réforme des concours de l'État aille dans le sens d'un renforcement de la péréquation en faveur des collectivités les plus démunies et d'un juste retour pour les territoires à haute valeur environnementale.

Enfin, ils estiment qu'une réelle simplification et une meilleure lisibilité du système des finances locales aussi bien pour les élus que pour les citoyens est nécessaire.

La réforme des finances locales fera l'objet d'une table ronde le 23 octobre avec la participation de nombreuses personnalités dans le cadre du 25^e congrès de l'ANEM qui se tiendra du 22 au 24 octobre 2009 à L'Argentière - La Bessée, dans le pays des Écrins (Hautes-Alpes).

Contact :
Guillaume NICOLLE, Chargé de communication

Tél : 01 45 22 17 58

courriel : g.nicolle@anem.org